

## DÉLIBÉRATIONS



Le 27 juin 2025 à 14h38 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au C.C.A.S., 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUTARTE

Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD, Madame Zohra AMIMI, Madame Marie DESBORDES, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Martine LELAIT, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET, Madame Mireille VACHE-PICAT

Étaient représentées :

Madame Béatrice BOCHET ayant donné pouvoir à Madame Mireille VACHE-PICAT  
Madame Geneviève LARMARAUD ayant donné pouvoir à Madame Martine LELAIT  
Madame Amèle MANSOURI ayant donné pouvoir à Madame Zohra AMIMI  
Madame Félicie RENON ayant donné pouvoir à Mme Madame Elisabeth ALAZARD  
Monsieur Jean DE BEIR ayant donné pouvoir à Madame Marie DESBORDES,  
Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE,

Étaient excusées :

Madame Marie-Françoise MARCASSIN, Madame Katherine COEUFF,

Secrétaire de séance :

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

**Date de convocation : 20 juin 2025**



## DÉLIBÉRATIONS

## 6 CONTRAT PLURIANNUEL D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2025-2029 DES RESIDENCES AUTONOMIE

MESDAMES, MESSIEURS,

Le Centre Communal d'Action Sociale de Rouen gère quatre résidences autonomie (Bonvoisin, La Rose des Sables, Trianon et Saint Filleul).

La loi du 25 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement a créé de nouvelles dispositions pour les établissements et services médico-sociaux, et notamment la possibilité de soutenir le développement d'actions de prévention. Ainsi, les résidences autonomie peuvent recevoir une aide dite « forfait autonomie », qui est versée par le Département, dont les financements proviennent de la Caisse Nationale de la Solidarité pour l'Autonomie (C.N.S.A.). Cette aide est soumise à la réalisation de prestations minimales réglementaires, mais aussi d'actions spécifiques visant à la prévention de la perte d'autonomie. Elle est versée sous réserve de la conclusion d'un Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (C.P.O.M.).

Le C.P.O.M. définit les engagements de l'établissement à assurer les actions individuelles ou collectives de prévention de la perte d'autonomie, sur une durée maximale de cinq ans, et permet d'obtenir annuellement, en contrepartie, un forfait autonomie.

Ce forfait autonomie permet de financer une partie des quatre postes d'assistantes de convivialité des résidences.

Le C.P.O.M. vise à mettre en œuvre les politiques publiques nationales, régionales et départementales et s'attache à organiser des réponses qui tiennent compte des enjeux identifiés par le gestionnaire sur son territoire d'intervention dans le cadre du diagnostic partagé.

Un premier Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (C.P.O.M.) relatif aux quatre résidences autonomie a été établi entre le Département de Seine-Maritime et le C.C.A.S. de Rouen pour la période initiale 2016-2020, puis prorogé par 2 avenants successifs, jusqu'à 2024, compte-tenu de la programmation des évaluations de la qualité des résidences autonomie.

Les résultats de ces évaluations ayant été transmis au Département au 31/12/2024, il convient donc d'en établir un nouveau pour une durée de 5 ans. Ces résultats constituent la base du diagnostic partagé sur lequel s'appuient les objectifs pluriannuels.

Dans le cadre du Schéma Unique des Solidarités 2023-2028, le Département de la Seine-Maritime a priorisé les orientations suivantes :

- Favoriser l'inclusion sociale et la pleine participation des usagers,
- Poursuivre la mise en place d'une offre adaptée et diversifiée,
- Garantir la cohérence des politiques de l'autonomie.

La coordination des acteurs est recherchée notamment pour le partage et l'échange d'informations ainsi que le développement d'usages innovants.

Ainsi, conformément à ces éléments et au diagnostic partagé, les objectifs proposés dans le nouveau C.P.O.M. 2025-2029 sont les suivants :

- Orientation 1 : Développement et amélioration de l'accueil en résidence autonomie pour apporter une réponse adaptée en termes d'habitat et de services aux personnes âgées :
  - o Favoriser l'exercice des droits fondamentaux et des libertés individuelles de la personne accompagnée,
  - o Actualiser et déployer le plan de prévention des risques de maltraitance et de violence,
  - o Assurer le recueil et le traitement des plaintes et réclamations,
  - o Assurer le recueil et le traitement des événements indésirables,
  - o Actualiser le plan de gestion de crise et de continuité de l'activité,
  - o Diversifier le public accueilli dans une approche inclusive et intergénérationnelle,
  - o Lutter contre les ruptures de parcours et accompagner les transitions.

## DÉLIBÉRATIONS

-----

- Orientation 2 : Mise en œuvre d'actions individuelles ou collectives de prévention de la perte d'autonomie au profit de résidents ou le cas échéant de personnes extérieures, pour lesquelles un soutien financier est apporté.

L'orientation 1 est détaillée dans l'annexe n°1 au C.P.O.M.

De plus, le montant du forfait autonomie est établi chaque année par le Département. Au titre de l'exercice 2025, le Département attribue aux établissements une participation globale forfaitaire de 94 410,80 € (98 844,95 € en 2023). Le montant est déterminé comme suit :

- Financement de personnel disposant de compétences en matière de prévention de la perte d'autonomie pour chaque établissement de plus de 50 résidents : 17 260 € (17 260 € en 2024),
- S'y ajoute une majoration de 88,40 € par résident (103,85 € en 2024) pour développer des actions individuelles de prévention de la perte d'autonomie.

Ainsi, l'avenant N°1 au Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (C.P.O.M.) pour la période 2025-2029 doit être signé pour permettre de percevoir le forfait au titre de l'exercice 2025.

Lesdits C.P.O.M. et avenant N°1 au C.P.O.M. sont annexés à la présente délibération.

### LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment les articles L 313-11 relatifs aux C.P.O.M. et D 312-159-5 ; et L313-12-III relatif aux résidences autonomie et au forfait autonomie,

VU la Loi n°2002-2 du 02 janvier 2002, rénovant l'action sociale et médico-sociale,

VU le Code de la Construction et de l'Habitation,

VU la Loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement notamment les articles 10 et 89,

VU le Décret n° 2016-209 du 26 février 2016 relatif à la conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées,

VU le Décret n° 2016-696 du 27 mai 2016 relatif aux résidences autonomie et portant diverses dispositions relatives aux établissements sociaux et médico-sociaux pour personnes âgées,

VU la Délibération 1.1 du Conseil Départemental du 7 décembre 2023 adoptant le Schéma Unique des Solidarités,

VU la Délibération 1.6 du Conseil Départemental en date du 7 décembre 2023 approuvant le diagnostic et les orientations du programme coordonné de la conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie et celle de sa Commission Permanente en date du 21 mai 2024, fixant les modalités d'attribution du forfait autonomie, de répartition entre les structures et validant le modèle de C.P.O.M.,

CONSIDÉRANT que le C.C.A.S. de Rouen gère quatre résidences autonomie (Bonvoisin, Rose des Sables, Trianon et Saint Filleul),

CONSIDÉRANT que le 1<sup>er</sup> C.P.O.M. des résidences autonomie, signé pour la période initiale 2016-2020, puis prorogé par 2 avenants jusqu'à 2024, est arrivé à son terme,

## DÉLIBÉRATIONS

---

CONSIDÉRANT la délibération 28 février 2025, permettant au Conseil d'Administration de prendre acte des rapports d'évaluation de la qualité des résidences autonomie et des plans d'actions transmis au Département de la Seine-Maritime,

CONSIDÉRANT la possibilité de signer un nouveau Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (C.P.O.M.) avec le Département pour définir les engagements des établissements à assurer des actions individuelles et collectives de prévention de la perte d'autonomie et obtenir en contrepartie un forfait autonomie,

CONSIDÉRANT que le montant du forfait autonomie versé par le Département est fixé pour 2025, et par conséquent, un avenant N°1 au Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (C.P.O.M.) relatif aux quatre résidences autonomie doit être signé,

CONSIDÉRANT que la Commission Permanente du Département lors de sa réunion du 19 mai 2025 a validé les modalités d'attribution du forfait-autonomie 2025 ainsi que le modèle de C.P.O.M. pour les quatre résidences autonomie gérées par le C.C.A.S. de Rouen et les a finalisées dans l'avenant N°1 au CPOM 2025-2029,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à signer le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (C.P.O.M.) 2025-2029 et son avenant N°1.

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,  
Pour le Président et par délégation

  
 Madame la Directrice  
 Direction du C.C.A.S. de Rouen

*Madame la Directrice du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.*